



**LA MÉTROPOLE AGIT
MARSEILLE CHANGE**

ARTISANS, COMMERÇANTS, PROFESSIONNELS

**la Métropole vous accompagne dans
l'indemnisation liée à l'impact des travaux**

**Travaux de requalification de la rue Montaigne
et de la place Caire dans le 12^e arrondissement à Marseille**

CONTACTS



Nathalie PRÉNAT
04 91 39 34 35 - 06 33 39 28 66
nathalie.prenat@cciamp.com

Direction Innovation et Développement
de l'Entreprise
Palais de la Bourse
9, La Canebière - CS 21856
13221 Marseille CEDEX 01



Service Développement économique
04 91 32 34 73
economie13@cmar-paca.fr

Service Développement économique
5, boulevard Pèbre
13008 Marseille

Informations et dossier à télécharger :



marseillechange.fr

CE QU'IL FAUT RETENIR

COMMISSION METROPOLITAINE D'INDEMNISATION AMIABLE DES PRÉJUDICES ÉCONOMIQUES

Cette instance consultative est prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour associer d'autres partenaires institutionnels à l'instruction des demandes d'indemnisation, dans un souci d'objectivité et d'impartialité.

La Commission métropolitaine a pour rôle :

- o D'instruire les dossiers d'indemnisation
- o D'émettre un avis sur la recevabilité des demandes, la réalité et le montant du préjudice constaté

La Métropole Aix-Marseille-Provence délibérera ensuite sur les avis émis par la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable.

DES MESURES FISCALES ET SOCIALES :

La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région PACA ont conclu des partenariats avec l'ensemble des organismes fiscaux et sociaux afin de permettre à leurs ressortissants de solliciter des facilités de paiement ou de bénéficier de reports d'échéances en cas de difficultés de paiement de leurs impositions et taxes dues à l'Etat, cotisations de Sécurité Sociale et de l'Assurance chômage.

UN SEUL CONTACT LE CORRESPONDANT REFERENT :

Selon votre statut professionnel, vous choisirez de vous adresser au correspondant référent de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région PACA.

Ce correspondant référent a pour mission de :

- o Vous remettre un dossier d'indemnisation amiable et les formulaires des mesures d'accompagnement ;
- o Vous informer et vous conseiller sur ces démarches et la constitution de votre dossier ;
- o Recevoir et valider votre dossier renseigné et complété ;
- o Transmettre votre dossier aux différents interlocuteurs sollicités.

Chambre de Métiers et de l'Artisanat Région PACA

Service Développement Economique

5, boulevard Pèbre
13008 Marseille
04 91 32 34 73
economie13@cmar-paca.fr

Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence

Direction Innovation et Développement de l'Entreprise

Palais de la Bourse
9, La Canebière – CS 21856
13221 Marseille Cedex 01
Nathalie PRENAT
☎ : 04 91 39 34 35 – 06 33 39 28 66
nathalie.prenat@cciamp.com

LES INFORMATIONS EN PLUS

COMPOSITION DE LA COMMISSION METROPOLITAINE D'INDEMNISATION AMIABLE DES PRÉJUDICES ÉCONOMIQUES

Président :

- Un Magistrat représentant le Tribunal administratif de Marseille

Vice-Présidents :

- Deux élus de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Membres permanents :

- Deux élus de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Un représentant de la Préfecture des Bouches-du-Rhône
- Un représentant de la Direction Régionale des Finances Publiques PACA et des Bouches-du-Rhône
- Un représentant du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables Marseille PACA
- Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence
- Un représentant de la chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région PACA

PREJUDICES ECONOMIQUES :

QUELQUES GRANDS PRINCIPES

Ce dispositif constitue une alternative possible au recours contentieux.
Il s'appuie néanmoins sur les grands principes de la loi et de la jurisprudence.

Les critères d'indemnisation :

Le préjudice économique doit être :

- Actuel et certain,
- Spécial et ne pas toucher les catégories entières d'activités économiques,
- Anormal (l'anormalité se mesurant à la durée de la gêne et à l'importance de ses conséquences),
- Directement lié au déroulement du chantier sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence et non à la conjoncture économique,
- Une période de fermeture totale de l'établissement, jusqu'à trois maximum, sera acceptée par la CMIA. Au-delà, toute prolongation devra être dûment justifiée auprès de l'Expert-Comptable de Justice en charge de l'étude du dossier d'indemnisation pour une prise en compte dans les calculs du préjudice.

La demande sera déclarée recevable sur preuve :

- De la situation géographique de l'entreprise (qualité de riverain direct du chantier situé sur le périmètre voté et adopté au Bureau de la Métropole – page 15)
- De l'existence de l'activité professionnelle préalablement à l'approbation de la création du projet de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire dans le 12^{ème} arrondissement de Marseille soit **le 13 décembre 2018**.
- D'un lien direct entre les perturbations occasionnées par les travaux et le préjudice économique
- Des éléments constitutifs du préjudice
- De la gêne matérielle

LES ÉTAPES CLÉS DE LA PROCÉDURE

Pour toute demande, vous prenez contact soit auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence soit auprès de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région PACA.

La date de début de chantier pour la réalisation des travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire dans le 12^{ème} arrondissement de Marseille, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est fixée au **20 février 2023**

C'est donc à partir de 6 mois minimum d'exercice comptable que vous pouvez déposer votre dossier auprès de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région PACA ou auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence soit à **partir du 20 août 2023**.

DEMANDE D'INDEMNISATION

Après l'avoir renseigné et complété, déposer sur rendez-vous votre dossier d'indemnisation à votre correspondant référent de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région PACA.

Il devra comporter tous les éléments détaillés **en page 4 du présent dossier**.

INSTRUCTION DU DOSSIER

Si votre demande est déclarée recevable, un courrier vous sera adressé et un rapport d'évaluation du préjudice sera établi par un expert judiciaire désigné par le Tribunal Administratif. Un rendez-vous sera pris pour ce faire avec vous et un représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Sur la base de ce rapport d'expertise, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable émettra un avis sur le montant de l'indemnisation à accorder.

À NOTER :

- Les honoraires de l'expert judiciaire sont pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence à 100 % (uniquement dans le cas de l'acceptabilité du dossier par la Commission d'indemnisation amiable en séance).
- La Métropole Aix-Marseille-Provence vous proposera une indemnisation à hauteur de **60 %** du montant du préjudice déterminé dans le rapport d'expertise.

DÉCISION

L'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable devra ensuite être adopté par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Le protocole d'accord transactionnel est une convention par laquelle le bénéficiaire de l'indemnisation en accepte le montant et renonce à un recours contentieux pour le même préjudice.

LE PAIEMENT

Le paiement par la Direction Régionale des Finances Publiques PACA et des Bouches-Du-Rhône au bénéficiaire de l'indemnisation sera effectué dans un délai de 45 jours maximum après la 2^{ème} notification du protocole d'accord transactionnel signé par les deux parties.

DOSSIER DE DEMANDE D'INDEMNISATION

LISTE DES PIÈCES A JOINDRE

// PIÈCES OBLIGATOIRES A FOURNIR EN 2 EXEMPLAIRES (1 original et 1 copie)

Le dossier ci-joint de demande d'indemnisation dûment **complété** et **signé** notamment **pages 12 et 13**. Il doit être également **certifié** par votre expert-comptable ou commissaire aux comptes (**pages 9**).

- // A FOURNIR EN 2 EXEMPLAIRES :
- 1. **Extrait Kbis ou D1** de moins de 3 mois à la date du dépôt du dossier
- 2. Pour les **3 derniers exercices** précédant le début des travaux causant des nuisances :
 - - **Liasses fiscales**
 - - **Détail du bilan et du compte de résultat**
 - - **Balance comptable en mouvements et en soldes**
 - - **Déclarations de TVA** (imprimés CA 3 ou CA 12)
- 3. **Balance comptable** à la date la plus proche du dépôt du dossier
- 4. International Bank Account Number (**IBAN**)
- 5. **Attestation sur l'honneur** ⁽¹⁾
- 6. **Attestation de régularisation fiscale** dématérialisée pour les entreprises soumises à l'IS qu'elles soient ou non imposables à la TVA, délivrée sur le site www.impots.gouv.fr ⁽²⁾
- 7. **Attestation de régularisation sociale** dématérialisée délivrée par l'URSSAF

En l'absence d'un seul document énuméré ci-dessus, le dossier de demande d'indemnisation ne pourra pas être transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera restitué au déposant.

// Pièces Facultatives

Photos datées significatives sur la situation du point de vente pendant les travaux.

DATE RECEPTION DU DOSSIER

PAR CCIAMP (Nom et signature)

PAR CMAR PACA (Nom et signature)

(1) Attestation fournie en page 13 du présent dossier

(2) Notice d'information relative au téléchargement d'une attestation de régularité fiscale dématérialisée jointe dans la pochette du dossier d'indemnisation

* Lorsque le commerçant possède un statut d'auto-entrepreneur ou micro-entreprise, il devra fournir ses chiffres d'affaires mensuels et annuels, ses déclarations de revenus ainsi que l'ensemble de ses charges variables pour les trois derniers exercices précédant la demande. Tous les éléments comptables devront être obligatoirement attestés par un expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables.

PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Dénomination commerciale ou Raison sociale :

Enseigne commerciale ou sigle :

Adresse :

.....

.....

Nature de l'activité :

Code SIRET :

Code NAF :

Nom, Prénom de l'exploitant :

Qualité (propriétaire, gérant ...) :

Adresse :

.....

.....

Tél : Portable : e-mail :

Forme juridique :

Entreprise individuelle

SARL

SA

EURL

SAS

SNC

Autres (à préciser)

.....

Nombre d'établissements :

Date de création de l'établissement objet du présent dossier :/...../.....

Adresse :

.....

.....

Adresses des autres établissements :

.....

.....

Nombre de salariés :

à temps plein

à temps partiel

Total équivalent temps plein :

Jours d'ouverture : L M M J V S D

Heures d'ouverture :

Date de fermeture annuelle :

Régime fiscal :

Date de clôture de l'exercice :

Nom, adresse, e-mail et téléphone :

De la personne à contacter au sein de l'entreprise pour le suivi du dossier :

Du comptable salarié de l'entreprise :

De l'expert-comptable :

Autre conseil (à préciser) :

DOMICILIATION DE PAIEMENT

CODE BANQUE :
CODE GUICHET :
N° DE COMPTE : Clé
N°BIC :
N° IBAN :

DOMICILIATION BANQUE
BENEFICIAIRE

// IBAN obligatoire à agraffer ci-dessous

SITUATION COMPTABLE DE L'ENTREPRISE

1 – NOMBRE DE SALARIES :

Mois	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Janvier						
Février						
Mars						
Avril						
Mai						
Juin						
Juillet						
Aout						
Septembre						
Octobre						
Novembre						
Décembre						

2 – MASSE SALARIALE :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Salaires						
Charges salariales						
Total						

3 – VARIATION DE LA FREQUENTATION (facultatif) :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de Clients						

4 – CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES * :

Mois	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Janvier						
Février						
Mars						
Avril						
Mai						
Juin						
Juillet						
Aout						
Septembre						
Octobre						
Novembre						
Décembre						
TOTAL						
Variation entre Net N-1 en %						
Perte de CA HT entre N et N-1						

* Compléter le tableau à compter du troisième exercice précédant le début des travaux (ex : à compter du 1^{er} janvier 2019 si les travaux ont commencé en 2022) jusqu'à la date de la demande d'indemnisation.

* Pour les entreprises à activité multiples (tabac/presse/bimbeloterie...) :
Produire un tableau des chiffres d'affaires mensuels, pour chaque exercice et pour chaque activité, en précisant le taux de commission s'il y a lieu (tabac, presse...)

* Pour les entreprises disposant de plusieurs établissements :
Préciser, pour chaque exercice, les chiffres d'affaires mensuels de l'établissement concerné.

Je soussigné,

Nom/Prénom :

Téléphone : Adresse mail :

En ma qualité :

D'expert-comptable :

Ou de commissaire au compte :

Certifie l'exactitude des renseignements comptables inscrits au présent dossier.

Date :/...../.....

Signature et cachet

DEMANDE D'INDEMNISATION

Je soussigné :

Nom :

Prénom :

Qualité :

Adresse :

.....

.....

Sollicite la Métropole Marseille-Aix-Provence

En mon nom personnel

Ou

Au nom de la société

L'indemnisation du préjudice d'exploitation provoqué par les travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire dans le 12^{ème} arrondissement de Marseille.

Du/...../20.... au/...../20....

J'accepte de repousser la date de fin de période d'indemnisation de ce dossier jusqu'à la veille de la séance de la Commission dans les limites de la date officielle de fin de chantier.

OUI NON

Montant de l'indemnité demandée :

.....

.....

.....

Correspondant à:

.....

.....

.....

.....

.....

Fait à Marseille le/...../202.

Signature et cachet :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné :

Qualité :

Adresse :

.....

.....

Je déclare sur l'honneur :

Avoir satisfait à l'ensemble de mes obligations fiscales et sociales (déclarations et paiements), et :

- avoir sollicité des délais de paiement ⁽¹⁾
- avoir obtenu l'octroi de délais de paiement
- ne pas avoir obtenu l'octroi de délais de paiement
- ne pas avoir sollicité de délais de paiement

Après de :

- Service des finances publiques ⁽²⁾
- URSSAF
- Autres (à préciser)

- avoir au moins maintenu, pendant toute la période d'indemnisation des travaux, les conditions de fonctionnement de l'activité ci-dessus désignée notamment en termes de jours et d'heures d'ouverture à la clientèle,
- la véracité des chiffres, informations et déclarations inscrits dans ce dossier.

J'ai conscience que toute fausse déclaration de ma part peut entraîner les sanctions prévues au titre IV du Code Pénal « des atteintes à la confiance publique » articles 441-1, 441-6 et 441-7.

Fait à Marseille le/...../202.

Signature

(1) Formulaire pour une demande de délai de paiement auprès des services de l'état joint au dossier d'indemnisation

(2) Service des Impôts des Entreprises (SIE) ou des Particuliers (SIP), Trésoreries, Pôles de recouvrement spécialisés (PRS)

REGULARISATION FISCALE ET SOCIALE

Les entreprises sollicitant la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable pour l'indemnisation de leurs préjudices économiques devront fournir impérativement les documents fiscaux et sociaux comme suit :

1. Pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) qu'elles soient ou non imposables à la TVA¹ :
 - Une attestation de régularité fiscale dématérialisée délivrée en ligne sur le site www.impots.gouv.fr ⁽³⁾
 - Une attestation de régularité sociale dématérialisée délivrée en ligne par l'URSSAF
2. Pour les entreprises non soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) :
 - L'attestation sur l'honneur (page 13) dûment remplie et signée du requérant.

La Direction Régionale des Finances Publiques vérifiera, à sa convenance, la sincérité de cette déclaration sur l'honneur.

De même, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable pourra demander à la Direction Régionale des Finances Publiques, la confirmation de la régularité fiscale de la société, invoquée sur ces attestations.

Les attestations susvisées seront obligatoirement établies à une date la plus proche possible de celle du dépôt du dossier d'indemnisation et produites à l'appui de ce dernier.

Les entreprises qui ne seraient pas à jour de leurs obligations fiscales et/ou sociales, au jour du dépôt de dossier, devront se rapprocher de leurs créanciers pour solliciter un plan de règlement.

Pour ce faire, pour les entreprises confrontées à des difficultés financières, un formulaire de demande de délai de paiement auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques est mis à disposition à l'intérieur de la pochette d'indemnisation.

Tous ces éléments devront être portés à la connaissance de la Commission d'indemnisation amiable avant son passage en commission.

En l'absence de ces documents et/ou informations, le dossier de demande d'indemnisation ne pourra pas être transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera restitué au déposant.

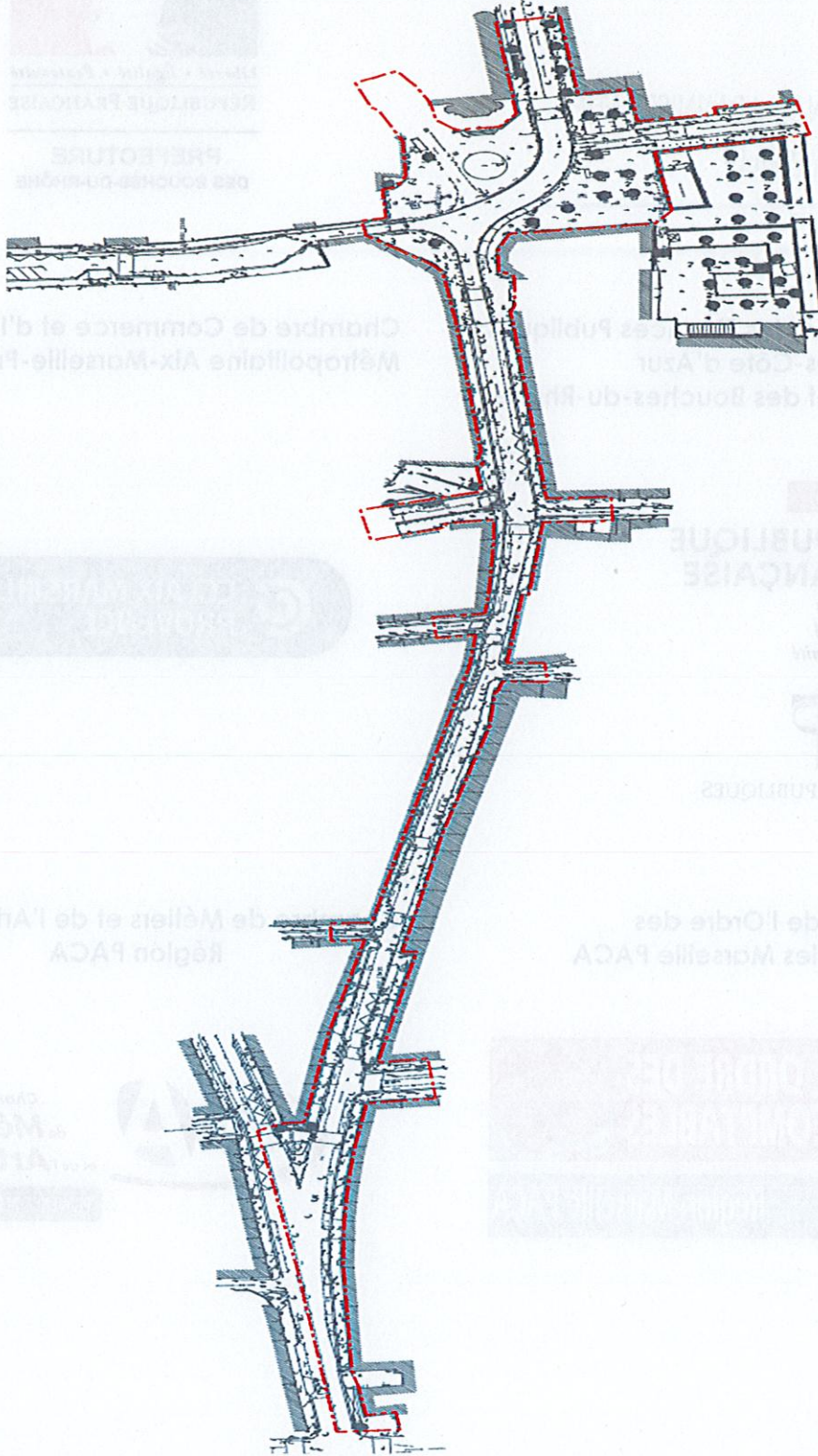
Si vous rencontrez des difficultés dans vos démarches administratives, veuillez prendre contact avec les correspondants référents de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région PACA selon votre statut professionnel. Les coordonnées de ces référents sont disponibles en page 1 du présent dossier de demande d'indemnisation.

¹ À compter de septembre 2019, les entreprises non imposables à la TVA pourront demander des attestations de régularité fiscale via leur compte fiscal. Ces attestations seront délivrées de façon automatique si elles remplissent leurs obligations déclaratives et de paiement relatives à l'impôt sur les sociétés.

(3) Cf. fiche technique de téléchargement jointe au dossier de demande d'indemnisation

Périmètre d'indemnisation

Le **20 février 2023** début du chantier / **20 août 2023** - autorisation de déposer le dossier d'indemnisation auprès du correspondant référent jusqu'à 6 mois après la fin officielle des travaux



PARTENAIRES DE LA CMIA

Tribunal Administratif de Marseille



TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE

Préfecture des Bouches-du-Rhône



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction Régionale des Finances Publiques
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et du Département des Bouches-du-Rhône



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



FINANCES PUBLIQUES

Chambre de Commerce et d'Industrie
Métropolitaine Aix-Marseille-Provence



CCI AIX MARSEILLE
PROVENCE

Conseil Régional de l'Ordre des
Experts-Comptables Marseille PACA



Chambre de Métiers et de l'Artisanat de
Région PACA



Chambre
de **Métiers**
et de l'**Artisanat**

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



FINANCES PUBLIQUES

Service de l'Action et de l'Expérience
Financières
18, Rue Borda
13357 MARSEILLE cedex 20
dtp13.gestionpublique@dgfip.finances.gouv.fr

Secrétariat permanent de la CCSP
dtp13.gestionpublique@dgfip.finances.gouv.fr

Dispositif de traitement des demandes de délai de paiement des entreprises
et commerces confrontés à des difficultés liées aux travaux de requalification de
la rue Montaigne et de la Place CAIRE dans le 12^{ème} arrondissement de Marseille
sur la période 2023-2024

I - Fiche d'identification : à remplir

Dénomination sociale de l'entreprise :

Nom et coordonnées du dirigeant ou commerçant :

Nom et coordonnées de l'expert-comptable :

Nature de l'activité :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

Adresse des différents établissements (le cas échéant) :

**Direction régionale des Finances
publiques de Provence-Alpes-Côte
d'Azur et du département des
Bouches-du-Rhône**
Pôle Expertise et Service aux Publics
Division de l'Action et de l'Expertise
Financières
16, Rue Borde
13357 MARSEILLE cedex 20
drfip13.gestionpublique@dgfip.finances.
gouv.fr

Affaire suivie par :
Secrétariat permanent de la CCSF
Mél. :
drfip13.pgp.actioneconomique@dgfip.finances.gouv.fr

**Dispositif de traitement des demandes de délai de paiement des entreprises
et commerces confrontés à des difficultés liées aux travaux de requalification de
la rue Montaigne et de la Place CAIRE dans le 12ème arrondissement de Marseille
sur la période 2023-2024**

I - Fiche d'identification : à remplir

Dénomination sociale de l'entreprise :
.....
.....
.....

Nom et coordonnées du dirigeant ou commerçant :
.....
.....
.....

Nom et coordonnées de l'expert-comptable :
.....
.....

Nature de l'activité :
.....
.....
.....

Adresse :
.....

Téléphone :

Courriel :

Adresse des différents établissements (le cas échéant) :
.....
.....
.....
.....

Date de création :

N° SIRET :

Nombre de salariés :

II - Lettre de motivation de la demande : à compléter, dater et signer

Marseille le :

Madame la Directrice régional des Finances publiques,

L'entreprise mentionnée ci-dessus, dont j'assure la direction, rencontre des difficultés liées aux travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place CAIRE dans le 12ème arrondissement de Marseille (2023-2024).

(Décrire le contenu de ces difficultés)

Je sollicite l'octroi d'un plan de règlement sur **une durée de** **mois** ¹

Je vous communique, en annexe², les pièces justifiant des conséquences négatives sur l'activité de l'entreprise ou du commerce

Je vous remercie d'examiner ma demande d'étalement dont le détail est présenté ci-après.

Nom et signature :

¹ Préciser la durée du plan de règlement sollicité : cette durée ne saurait excéder 12 mois dans le cadre des modalités de la présente saisine simplifiée (pour les travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place CAIRE dans le 12ème arrondissement de Marseille 2023/2024).

² Annexes 1 et 2

Annexe 1 - Liste des créanciers publics et des dettes concernées : à compléter (il doit s'agir de dettes récentes, liées à la période concernée par la catastrophe)

○ Service des Impôts des Entreprises de :

.....
.....

N° FRP ou dossier (à préciser) :

Concernant la période du..... au

Au titre des impositions suivantes (impôt sur les sociétés, TVA, taxe sur les salaires, CFE) dont le(s) montant(s) s'élève(nt) à :

.....
.....

Détail par nature :

.....
.....
.....
.....

○ Service des Impôts des Particuliers de :

.....
.....

N° SPI ou dossier (à préciser) :

Au titre des impositions suivantes (impôt sur le revenu pour les professions libérales ou commerçants – taxe d'habitation et/ou taxe foncière du local professionnel) dont le(s) montant(s) s'élève(nt) à

Détail par nature :
.....
.....
.....
.....

concernant la période du..... au

○ URSSAF PACA :

.....
.....

N° de cotisant ou dossier (à préciser) :

Au titre des cotisations suivantes dont le(s) montant(s) s'élève(nt) à

Détail par nature :
.....
.....
.....
.....

Concernant la période du..... au

○ Organismes de retraite complémentaire (AGIRC ARRCO) :

Indiquer le nom de l'organisme :.....
.....

N° de cotisant ou dossier (à préciser) :

Au titre des cotisations suivantes **dont le(s) montant(s) s'élève(nt) à**

Détail par nature :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Concernant la période du..... au

Annexe 2 - Justificatifs à produire :

- Dernière déclaration de résultat (dernier exercice fiscal clos) et chiffre d'affaires arrêté à la date de la demande
- Et/ou toutes autres pièces utiles

INFORMATIONS

▶ **Les parts salariales doivent impérativement avoir été réglées** (*celles constituées durant la crise sanitaire feront d'un examen particulier*) **et le reversement du Prélèvement à la source (PAS) de l'impôt sur le revenu effectué**, à défaut votre saisine n'est pas recevable.

▶ Toutes les déclarations et bordereaux fiscaux doivent avoir été déposés dans les délais pour que votre demande soit recevable.

▶ L'octroi de délais ne suspend pas nécessairement l'envoi d'une mise en demeure ainsi que l'application de majorations ou pénalités de retard. Leur remise fera l'objet d'un examen attentif de la part de chaque des créanciers, dès que vous aurez terminé de régler la totalité du principal de votre dette

▶ Les demandes seront étudiées au regard des textes en vigueur. Le dépôt d'un dossier n'implique pas l'acceptation automatique des demandes qu'il contient. La décision vous sera notifiée par voie dématérialisée (courriel transmis à l'adresse mail indiquée par vos soins) après instruction de votre dossier.

Coordonnées des personnes à contacter :

DRFIP de la région PACA et du département des Bouches-du-Rhône
(Secrétariat permanent de la CCSF)

- Olivia Véron-Sac : 04 86 57 89 51
olivia.veron-sac@dgfip.finances.gouv.fr

- Cécile Guigo : 04 86 57 89 58
cecile.guigo@dgfip.finances.gouv.fr

URSSAF PACA – Pôle Accompagnement des Entreprises en Difficultés

Chara SPIRA: chara.spira@urssaf.fr
Stéphanie ROUL : Stephanie.roul@urssaf.fr

COMMENT FAIRE POUR...

 <p>Créer mon entreprise</p>	 <p>Gérer mon entreprise/association</p>	 <p>Exercer une activité à l'international</p>	 <p>Prévenir et résoudre mes difficultés ; corriger mes erreurs</p>
 <p>Cesser mon activité / transmettre mon entreprise</p>	 <p>Exercer une activité dans les DOM</p>	<p>J'accède à mon espace professionnel sécurisé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déclarer • Payer • Consulter 	

QUESTIONS DU MOMENT

Comment prendre rendez-vous avec mon service ?

Comment déclarer ma TVA en période de congés payés ?

Comment obtenir une attestation de régularité fiscale ?



Pour rester micro-entrepreneur, quel montant de chiffre d'affaires ou de recettes ne dois-je pas dépasser ? Quelles sont les conséquences en cas de dépassement ?

MODALITES DE TELECHARGEMENT D'UNE ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE SUR LE SITE WWW.IMPOTS.GOUV.FR PAR LES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPOT SUR LES SOCIETES QU'ELLES SOIENT OU NON IMPOSABLES A LA TVA

Les modalités d'obtention de l'attestation de régularité fiscale sont exposées sur le site <https://www.impots.gouv.fr/portail/professionnel> **en cliquant sur le bouton « comment obtenir une attestation fiscale »**

Il vous est alors expliqué comment obtenir une attestation de régularité fiscale directement en ligne sur le site « www.impots.gouv.fr », si l'entreprise est soumise à l'impôt sur les sociétés, qu'elle soit ou non assujettie à la TVA ⁽¹⁾.

Pour cela, vous devez disposer d'un espace Professionnel sur le site www.impots.gouv.fr et avoir adhéré au service « Consulter mon compte fiscal ».

Pour en savoir plus sur les modalités d'abonnement et d'adhésion à votre espace Professionnel, reportez-vous à la rubrique Professionnel>Comment faire pour>Créer mon entreprise.

Une fois dans le menu « Consulter mon compte fiscal », cliquez sur « attestation fiscale », si vous êtes à jour de vos obligations déclaratives et de paiement, vous pourrez éditer votre attestation après avoir complété quelques informations.

Délivrée en temps réel et au format PDF, l'attestation fiscale peut être sauvegardée. Les attestations fiscales délivrées via le compte fiscal, comportent le cachet du service gestionnaire.

Elles seront donc acceptées par l'ensemble des administrations demandant la production d'une

¹ À compter de septembre 2019, les entreprises non imposables à la TVA pourront demander des attestations de régularité fiscale via leur compte fiscal. Ces attestations seront délivrées de façon automatique si elles remplissent leurs obligations déclaratives et de paiement relatives à l'impôt sur les sociétés.

attestation fiscale, et notamment par la personne publique habilitée dans le cadre des attributions de marchés publics. Aucune démarche supplémentaire n'est à effectuer auprès de votre service des impôts.

À noter que :

- aucune attestation de régularisation fiscale n'est délivrée en ligne durant l'année de création de la société.
- dans les circonstances suivantes le service en ligne n'est pas disponible :
 - **l'entreprise est soumise à l'impôt sur le revenu** (entreprise individuelle notamment) ;
 - l'entreprise est en redressement judiciaire, plan de sauvegarde ou en conciliation, ou a introduit un recours contentieux ;
 - l'entreprise bénéficie d'un plan de règlement accordé par le Service des impôts des entreprises (SIE) dont elle dépend ou par la Commission des chefs des services financiers (CCSF). Elle doit alors solliciter la délivrance d'une attestation de régularité fiscale sous format papier auprès du SIE dont elle dépend.